

## **Séquence 2 - Les mutations des sociétés depuis 1850 :** **l'exemple de la France**

**Objectif 0 :** *les pré-requis, les espaces productifs en France*

### **Introduction**

**L'essor industriel** que connaît la France au **XIX<sup>e</sup> siècle bouleverse les équilibres sociaux traditionnels. Vers 1850, les Français sont encore majoritairement des agriculteurs.**

**Dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, le secteur industriel croît** au point de devenir **au milieu des années 1920 le premier employeur du pays**. Il entre cependant **à son tour en déclin à partir des années 1970**.

Ce sont alors **les services** qui créent le plus d'emplois, **réunissant aujourd'hui 3 actifs sur 4**. La société française est devenue **une société postindustrielle**.

**Globalement le niveau de vie s'améliore** au cours de la période. C'est **notamment dû au développement de l'Etat – Providence**.

La faible natalité de la France à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle, les conséquences des pertes de la Première Guerre mondiale et le besoin de main-d'œuvre pendant les Trente Glorieuses expliquent l'appel régulier à des travailleurs étrangers.

Cependant, **à partir du milieu des années 1960, le chômage et l'emploi précaire** [= dont l'avenir n'est pas assuré] **progressent**.

**L'intégration des immigrés est plus ou moins facile**. Dans les périodes de prospérité, l'immigration est souhaitée et **les naturalisations sont encouragées pour favoriser l'intégration**.

**Les difficultés économiques changent le regard porté sur les immigrés** et accentuent les **difficultés d'intégration**. Depuis les années 1980, **l'immigration est un enjeu du débat politique**.

*Bilan minimum :*

Entre 1850 et 1945, la France est passée d'une société agricole à une société industrielle. Les paysans deviennent des ouvriers. Les années 1960 marquent l'apogée du secteur secondaire. A partir des années 1970, la majorité des actifs travaillent dans le secteur tertiaire. La manière de travailler évolue rapidement et le temps consacré au travail se réduit. Enfin, la France est devenue un pays d'immigration.

***Comment la société française s'est-elle adaptée aux mutations économiques et sociales depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle ?***

**I. La population active, reflet des bouleversements économiques et sociaux**

**II. L'immigration et la société française au XX<sup>e</sup> siècle**

**Objectif 1** : *Découvrir les évolutions de la population active de 1850 à nos jours*

## **I. La population active, reflet des bouleversements économiques et sociaux**

### **A. L'affirmation d'une société industrielle de 1850 aux années 1970**

#### **1°. La croissance de la population active et le développement du salariat**

La population active ne cesse de progresser depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle. Le nombre d'actifs est ainsi passé de 16 millions, en 1850, à 22 millions au début des années 1970. Cette hausse s'explique par la croissance économique (besoin de main-d'œuvre).

Cependant, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, l'augmentation de la population active est plus faible qu'ailleurs à cause de la stagnation démographique. La faiblesse de la natalité à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle fait sentir ses effets durant plusieurs décennies. Les guerres de 1870, de 1914-1918, de 1939-1945 sont également marquées par un recul de la population active, lié à la mobilisation et à la désorganisation de la vie économique qui accompagne chaque guerre.

La progression est particulièrement forte à partir des années 1960, lorsqu'arrivent sur le marché du travail les rapatriés d'Algérie, les adultes nés lors du babyboom, des travailleurs immigrés et des femmes de plus en plus nombreuses.

L'essor du salariat caractérise cette période. Au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la plupart des actifs travaillent dans une exploitation familiale, un commerce ou un atelier. Le plus souvent, le chef d'entreprise fait travailler sa femme et ses enfants.

La croissance économique entraîne l'essor d'entreprises et d'administrations

**qui emploient de nombreux salariés** (53% des actifs dès 1900).

**Au XIXe siècle, les femmes et les enfants constituent une main-d'œuvre peu coûteuse** (salaires inférieurs à ceux des hommes). Les lois **de 1841 et 1892** tentent de limiter **le travail des enfants**, mais celui-ci **ne disparaît que progressivement** notamment grâce **aux lois de 1882 sur l'école primaire, rendant l'école obligatoire et gratuite.**

### *Bilan minimum :*

Vers 1850, le nombre de salariés est peu important. Les actifs travaillent dans des sociétés familiales (exploitation agricoles, commerces, ateliers). Le chef d'entreprise fait travailler sa femme et ses enfants. La révolution industrielle entraîne l'essor d'entreprises et d'administrations qui emploient de nombreux salariés. Le salariat se développe durant tout le XXe siècle : 53 % des actifs en 1900, 90 % en 2010.

Cependant de nombreux salariés ou chômeurs ont créé des entreprises de sous-traitance et travaillent pour de grandes entreprises. Les actifs choisissent le salariat pour avoir un revenu stable, pour bénéficier du système d'indemnisation du chômage et enfin pour profiter des vacances (5 semaines à partir 1981).

## **2°. Le recul de la paysannerie**

**Le déclin du monde paysan commence au XIX<sup>e</sup> siècle, mais plus lentement en France que dans d'autres pays industriels. Chaque révolution industrielle accompagne une révolution agricole. A partir de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'agriculture se mécanise. Les paysans les plus pauvres ou les ouvriers agricoles** dont le travail a été remplacé par les machines **quittent les campagnes (exode rural) pour trouver du travail dans les usines ou dans les services.**

**A partir de 1918 et surtout après 1945, le nombre de chefs d'exploitation diminue rapidement alors que la taille moyenne des exploitations augmente. La mécanisation entraîne un changement des méthodes de travail ainsi qu'une hausse des rendements.** Les travaux agricoles

sont moins pénibles, mais l'offre de travail est réduite : un monde est alors en train de disparaître, celui des ouvriers agricoles, des ouvriers saisonniers et des petits paysans vivant encore dans une situation d'autoconsommation (2<sup>e</sup> révolution agricole : agrobusiness, situation d'intégration dans une filière et de dépendance).

**Au recensement de 1946, la population rurale représente 47% de la population totale, sa part n'est plus que de 34% en 1968** (24,5% de nos jours). Le phénomène est encore plus sensible pour la population active : **l'agriculture occupe 30% des actifs en 1946**, mais cette proportion tombe à **15% en 1968** (**3,3 % de nos jours** contre 5,8% dans l'Ue).

### *Bilan minimum :*

Au XIXe siècle, l'exode rural commence en France. Ce mouvement en France est lent si l'on compare la France avec l'Angleterre. Comme partout, il s'explique par la mécanisation des exploitations agricoles. Les paysans sans terres ou dont les lopins sont trop petits partent vers les villes où les usines recherchent de la main-d'œuvre. Cependant, le passage de l'état de paysan à celui d'ouvrier est progressif. De nombreux ouvriers gardent des liens avec le village natal et espèrent revenir à la terre dès qu'ils en auront les moyens.

Le monde ouvrier naissant n'est pas homogène. Beaucoup de paysans ne travaillent à l'usine que pendant la période creuse. Durant tout le XXe siècle, l'agriculture française connaît deux évolutions parallèles : la modernisation intense de ses pratiques et la baisse du nombre des travailleurs.

Aujourd'hui, avec moins de 3 % des actifs, elle est capable de nourrir la population mais aussi d'exporter une grande partie de sa production.

### **3°. Apogée et déclin du monde ouvrier**

**Le secteur industriel, en croissance rapide à partir de 1850, devient le principal employeur. L'essor de la grande entreprise industrielle à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle explique le besoin croissant d'ouvriers. Le nombre d'ouvriers passe en France de 3,5 à plus de 6,5 millions entre 1860 et 1939.**

**La dépression des années 1930 et la Seconde Guerre mondiale font régresser l'offre d'emplois dans l'industrie. La hausse reprend avec les Trente Glorieuses** (30% des actifs en 1946, 39% en 1968) et **en 1974, 40% des actifs travaillent dans l'industrie et le bâtiment.**

**Jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, beaucoup d'ouvriers disposent d'un savoir-faire** et maîtrisent des techniques complexes. Puis, **le taylorisme et le fordisme au XX<sup>e</sup> siècle permettent l'emploi d'une masse d'ouvriers peu qualifiés**, chargés d'une **tâche simple et répétitive.**

**Après la Seconde Guerre mondiale, les ouvriers spécialisés (OS), peu qualifiés, sont de plus en plus nombreux**, en raison de la **division très poussée du travail**, et se recrutent souvent au sein de la **main-d'œuvre féminine ou immigrée**. Ils **supplacent les ouvriers qualifiés (OQ).**

Longtemps les conditions de travail et de vie des ouvriers sont médiocres (salaires, temps de travail, accidents du travail). **La défense des intérêts des ouvriers est assurée par des syndicats autorisés en France à partir de 1884.** Des lois sont votées qui accordent le **droit de grève en 1864**, instaure la fête du travail le **1er mai en 1889** (*La journée internationale des travailleurs, fête des travailleurs, et non pas fête du travail -la Fête du Travail a été instaurée par Pétain sous le régime de Vichy- est une fête internationale annuelle célébrant les travailleurs. Elle est l'occasion d'importantes manifestations du mouvement ouvrier. Instaurée à l'origine comme journée annuelle de grève pour la réduction du temps de travail -aux États-Unis, au cours de leur congrès de 1884, les syndicats américains se donnent deux ans pour imposer aux patrons une limitation de la journée de travail à huit heures. Ils choisissent de débiter leur action le 1<sup>er</sup> mai parce que beaucoup d'entreprises américaines entament ce jour-là leur année comptable, et que les contrats ont leur terme ce jour-là. La grève générale du 1<sup>er</sup> mai 1886 est largement suivie-, elle devint rapidement une journée de célébration des combats des travailleurs. Elle est célébrée dans de nombreux pays du monde le 1<sup>er</sup> mai. Au Canada et aux États-Unis, elle est célébrée officiellement le premier lundi de septembre. Au Royaume-Uni et en Irlande, elle est décalée le premier lundi de mai. En Australie, elle est fêtée à différentes dates proches du printemps ou de l'automne*), réduit la **journée de travail à 8 heures en 1919.**

**En 1936, avec les grèves du Front populaire, le gouvernement fait**

**adopter des lois qui améliorent le sort des ouvriers (la semaine de 40 heures, les premiers congés payés)** : Accords de Matignon –juin 1936-.

**Les droits à des assurances maladie, chômage et retraite se généralisent après 1945, financés par la croissance.**

*Bilan minimum :*

La population urbaine augmente. En 1931, il y a en France plus d'urbains que de ruraux. Après la crise des années 1873-1896, l'industrie reprend son expansion grâce aux innovations de la seconde révolution industrielle. Les nouvelles usines appliquent l'organisation scientifique du travail (taylorisme) et les patrons se convertissent (lentement) au fordisme.

Pendant la Première Guerre mondiale, la France a fait venir des travailleurs de ses colonies. Ce mouvement continue après le conflit. Les ouvriers deviennent la première catégorie socio-professionnelle en termes d'effectifs. C'est une catégorie maintenant plus homogène qui a rompu avec ses origines paysannes. Une culture ouvrière se met en place avec ses bistrot, ses défilés du 1er Mai, ses syndicats, ses grèves, ses cités ouvrières. Les Français prennent conscience de l'importance numérique et économique des ouvriers avec les grèves de 1936 qui suivent la victoire du Front Populaire.

Cependant, il existe un fossé entre les ouvriers qualifiés qui ont des compétences reconnues par le patronat et les « ouvriers spécialisés » (les « OS ») sans qualification qui n'accomplissent que des tâches répétitives et qui sont les premières victimes en cas de ralentissement de l'activité économique.

## **B. Le développement d'une société postindustrielle à partir du milieu des années 1970**

### **1°. La tertiarisation de l'économie...**

**Quelles sont les mutations socioprofessionnelles majeures en France depuis les années 1950 ?**

- **Une baisse du nombre des ouvriers** s'amorce **à partir des années 1970, avec le recul du fordisme et la généralisation de la robotisation.**

- **La formation d'une vaste classe moyenne** constitue l'une des transformations les plus importantes de la société française depuis 1945. Les **techniciens**, les **employés**, les **cadres** voient leur part dans la population active augmenter rapidement.

- **Le développement de la société de consommation et de loisirs** et **les évolutions technologiques** (informatisation) créent **de nouveaux et nombreux emplois**.

On assiste alors à un **essor spectaculaire du secteur tertiaire (services aux personnes et services aux entreprises)** qui passe **de la moitié en 1975 aux trois-quarts de la population active aujourd'hui** en raison du développement des administrations, du commerce, des banques, des transports, etc.

**Les emplois tertiaires créés depuis les années 1970 se regroupent en deux catégories** : d'un côté, **des emplois très qualifiés et bien payés** (finance, informatique, juristes, ...) ; de l'autre, **des emplois peu ou pas qualifiés et mal payés, plus nombreux** (services aux particuliers, restauration, hôtellerie, commerce, ...). **Cette dynamique provoque le creusement des inégalités de revenus**, observé en France comme dans les autres pays européens depuis les années 1980.

### *Bilan minimum :*

Les 30 Glorieuses constituent l'apogée du monde ouvrier (40 % des actifs en 1975). Les usines ont d'importantes commandes car la France se reconstruit et se modernise sous la direction de l'État. Avec la prospérité économique et le plein emploi, les ménages s'équipent en voitures, appareils électroménagers, téléviseurs...

L'État-providence dope la consommation.

Cependant, l'industrie et le commerce demandent de nouvelles compétences et de nouveaux métiers apparaissent : employés de bureau, vendeurs, représentants...

L'État embauche de nombreux fonctionnaires pour satisfaire les nouveaux besoins (santé, éducation, loisirs). De nombreux emplois tertiaires sont occupés par des femmes.

Dans les entreprises, le personnel d'encadrement (les « cols blancs ») devient



de plus en plus important : cadres, ingénieurs, gestionnaires...

## 2°. ... sur fond de précarité

**La baisse de la population ouvrière s'accroît avec les restructurations**

[= *le fait de donner une nouvelle organisation à une activité* (la concentration d'entreprises, par exemple, entraîne la suppression des doublons), *au plan économique ou technique ; généralement elle s'accompagne du licenciement de nombreux ouvriers*], **les délocalisations et la désindustrialisation**. **Des centaines de milliers d'emplois ouvriers**, en particulier pas ou peu qualifiés, **disparaissent**, en raison de la **mécanisation** et de la **concurrence extérieure**.

Les **« pays noirs »** [= *région industrielle qui s'est développée en exploitant les ressources en charbon (par exemple le Nord-Pas-de-Calais)*] **traversent une crise profonde** : les mines et les usines ferment et les friches industrielles s'étendent.

Parallèlement, **le déclin des campagnes se poursuit** : **les nouvelles techniques et la politique agricole européenne poussent les agriculteurs à se spécialiser**. Ils ne représentent **plus que 3% de la population active** au début du XXI<sup>e</sup> siècle.

**Depuis 1974, l'augmentation du chômage a été particulièrement nette** en France et, surtout c'est devenu un **chômage durable et de masse** (1973 et 1974, 2,6 et 2,8 % de chômage ; dès 1975, quasi doublement avec 4,1 % et la barre des 10 % de la population active en 1985). **Le chômage augmente pour des raisons économiques** (croissance plus faible, mutations technologiques) **mais également démographiques** (arrivée de **générations nombreuses** sur le marché du travail). Enfin, **le niveau de qualification des actifs tend à s'élever** (massification de l'enseignement secondaire à partir des années 1960, puis supérieur à partir des années 1970) ce qui **rend plus difficile la reconversion des actifs peu qualifiés**.

**Les plus de 50 ans, les jeunes** – en particulier ceux qui sortent du système éducatif sans qualification ou diplôme – **et les femmes sont les premières**

## **victimes du chômage de longue durée.**

Cette situation fait basculer **dans la pauvreté la partie la plus vulnérable de la population**. 10% de la population sont pris en charge par les diverses formes de revenu minimum à la fin du XXe siècle, contre 6% en 1970. **La pauvreté de masse augmente à proportion du chômage de masse.**

**En France, le seuil mondial à 50 % signifie que 7,8 % de la population française est dite pauvre (en deçà de 803 euros par habitant par mois en 2010, le revenu médian en 2010 est de 1610 € /mois, 4 755 000 personnes) ; le seuil européen à 60 % du revenu médian signifie 14,1 % de pauvres en France (moins de 964 euros par habitant par mois en 2010, 8 617 000).**

*Les taux et le nombre de personnes pauvres en France est en constante progression depuis plusieurs années (en 2010, 17,8 % de la population française vit avec 660 € ou moins par mois, en 2011 l'INSEE a recensé 440 000 personnes pauvres de plus qu'en 2010).*

**L'État-providence amortit les effets du chômage et de la précarité, mais le financement en est alourdi.**

### *Bilan minimum :*

Après des années de forte croissance, l'économie française est frappée par la crise dans les années 1970. Le choc pétrolier de 1973, n'est pas la seule cause de ce retournement économique. Les marchés sont saturés, les efforts d'innovation moins importants si bien que la croissance ralentit. La mondialisation se développe et les pays d'Asie qui s'industrialisent deviennent peu à peu de redoutables concurrents. Les entreprises se transforment pour améliorer leur compétitivité. Elles réduisent leurs effectifs, externalisent certaines activités (sous-traitance), installent des robots et délocalisent leurs activités à haute intensité de main d'œuvre vers les pays à bas salaires. Les vieilles industries (mines, sidérurgie, textile) doivent se lancer dans de douloureuses restructurations. Cependant, toute l'industrie n'est pas malade ; d'autres secteurs se portent bien : aviation, nucléaire, espace, informatique... Mais, ces branches offrent des emplois moins nombreux et qui requièrent d'importantes qualifications.

Cette crise va frapper de plein fouet le monde ouvrier. Les emplois ouvriers reculent au profit des tâches de maintenance et des emplois tertiaires. La désindustrialisation fait éclater le monde ouvrier. Des qualifications poussées sont nécessaires pour décrocher un emploi stable. Le chômage devient massif et structurel. Il dépasse les 10 % de la population active et frappe les seniors, les jeunes et tous ceux qui sont peu qualifiés. Le travail devient précaire : développement de l'intérim, des contrats à très courte durée. Le chômage de masse provoque la crise de l'État-providence car les organismes sociaux accumulent les déficits et la dette publique s'accroît. Les tentatives des pouvoirs publics pour partager le travail (création des 35 heures) n'ont pas le succès escompté.

### **C. Le développement du salariat féminin**

**Le marché du travail français est marqué par une précarisation croissante depuis les années 1970 dans la mesure où l'on assiste à une forte augmentation de ce que les économistes appellent des « emplois atypiques » (emploi à temps partiel, CDD ou intérim) :** ces emplois précaires concernent près de 25 % des salariés en 2000, contre environ 10 % des salariés en 1982. Ce sont les emplois à temps partiel qui se sont le plus rapidement développés depuis le début des années 1970, passant de 4,6 % à 17,6 % des salariés (le pourcentage a donc été multiplié par 3,8 en une trentaine d'années).

**Au cours du XX<sup>e</sup> siècle, le taux d'activité des femmes est passé par trois phases différentes. Il a d'abord commencé par diminuer jusqu'à la Seconde Guerre mondiale** (ce que l'on peut peut-être expliquer par le déclin du travail agricole traditionnel auquel les femmes participaient), **puis a stagné jusqu'en 1970** (ce que l'on peut peut-être expliquer par le « baby boom » des années 1945-1965 et le conformisme social qui marque encore les « Trente Glorieuses ») ; **enfin, il connaît une hausse brutale et rapide à partir du début des années 1970** (+ 24,1 points entre 1970 et 1996), que l'on peut replacer dans le contexte du combat pour l'émancipation féminine et l'égalité professionnelle ; cette progression du taux d'activité féminin peut également s'expliquer par l'essor des activités tertiaires.

**Au XIXe siècle, les femmes sont présentes surtout dans l'agriculture** (dans ce cas, elles ne sont pas salariées) **et l'industrie textile.**

**La Première Guerre mondiale** les conduit à **remplacer** dans de nombreux secteurs d'activités **les hommes partis au front**. Cependant, **les responsabilités économiques nouvelles données aux femmes lors de la Première Guerre mondiale n'ont pas été suivies de leur promotion durable** dans la vie économique et politique. Elles demandent alors l'émancipation professionnelle (mouvement progressif d'égalité des femmes et des hommes). Elles obtiennent, en 1920, le droit de se syndiquer sans l'autorisation de leur mari. En plus, l'instruction féminine qui se développe fait accéder les femmes à des professions du secteur tertiaire (secrétariat...) mais pas à des postes de direction.

**Dans l'entre-deux-guerres, le taux d'activité féminin baisse mais le salariat féminin progresse** (manque de main-d'œuvre dû à la surmortalité masculine pendant la Grande Guerre).

**Après 1945**, l'essor de **l'électroménager et la maîtrise de la fécondité favorisent la généralisation progressive du salariat féminin**.

La progression du salariat féminin est également due à **l'accès des filles à l'éducation**, en particulier au sein des classes moyennes et supérieures, et à **l'évolution des mentalités**. Une loi de 1965 permet aux femmes de prendre un travail et d'ouvrir un compte en banque sans l'accord de leur mari.

**A partir des années 1970, les femmes sont particulièrement touchées par le chômage**. Elles sont souvent contraintes d'accepter **les emplois les plus précaires et les moins bien rémunérés**. **Elles se heurtent aussi souvent à un « plafond de verre »** [= expression apparue aux Etats-Unis durant les années 1970 pour désigner l'existence de règles implicites limitant l'accès de certains groupes (femmes, immigrés... ) aux postes de responsabilité dans la vie politique et/ou économique] **qui limite leur accès aux postes de responsabilité**.

*Bilan minimum :*

Les femmes travaillent depuis des temps très anciens (agricultrices, fileuses, couturières, dentellières, domestiques, commerçantes...). La Première Guerre mondiale marque un tournant. Les femmes remplacent les hommes partis au front

dans les exploitations agricoles ou dans les usines d'armement dans des métiers encore peu féminisés (métallurgie, mécanique). Le travail féminin continue à progresser après 1945 : 66% des femmes travaillent en 2010. Dans les années 1960, les femmes des classes moyennes et supérieures arrivent massivement sur le marché du travail. Une loi de 1972 affirme l'égalité salariale mais en 2010, les salaires féminins sont encore inférieurs en moyenne de 15% à ceux des hommes. D'ailleurs, malgré le développement des crèches ou des écoles maternelles, les patrons hésitent à embaucher des femmes qui ont parfois des emplois à temps partiel subi.

**Objectif 2 : Découvrir les vagues de migrations en France et l'évolution de l'accueil des migrants**

## **II. L'immigration et la société française au XXe siècle (Objectif 2)**

### **A) - L'immigration dans la première moitié du XXe siècle**

#### **1°. Des flux précoces et massifs au XIXe siècle**

**La France est le seul pays d'immigration en Europe dès le XIX<sup>e</sup> siècle pour combler son déficit démographique.** Le pays, entré précocement dans la transition démographique, voit dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle les générations de jeunes adultes se réduire. Alors que les populations des autres pays européens émigrent vers les « pays neufs » ou les colonies de peuplement, la France connaît une **pénurie d'actifs** et le recours à l'immigration est un moyen de compenser cette faiblesse. **Dès 1891, le pays compte plus d'1 million d'immigrés.**

L'immigration de travail est **au départ, une immigration de proximité** : **Italiens** ou **Espagnols** dans le Sud, **Belges** dans le Nord. **Dans les années 1920, les bassins industriels du Nord et de l'Est accueillent de nombreux Polonais.** On fait aussi appel aux immigrés **dans l'agriculture pour des emplois de journaliers ou de saisonniers.**

**Les motivations de cette immigration** sont multiples : **pauvreté, persécutions politiques ou religieuses.** La France séduit les étrangers qui y voient un pays moderne et une république démocratique. L'afflux des **réfugiés russes, arméniens dans les années 1920, allemands, italiens et espagnols dans les années 1930** en témoignent.

**Le nombre d'immigrés atteint ainsi 2,9 millions en 1931** soit à cette date **7% de la population totale.**

*Bilan minimum :*

Au XIXe siècle, l'économie en plein essor souffre d'un manque de main d'œuvre. La natalité (trop faible) et l'exode rural ne permettent pas de pallier cette insuffisance. Aussi, le pays s'ouvre-t-il à l'immigration. Des étrangers viennent

travailler dans l'agriculture méridionale. Dans l'industrie et les mines, ce sont les patrons qui organisent la venue de travailleurs étrangers (Italiens et Belges). Les immigrés viennent pour fuir la misère, les persécutions politiques ou religieuses. Beaucoup repartent au bout de quelques années. Pour faciliter leur intégration, les parlementaires votent la loi de 1889 qui accorde la nationalité française à tous les enfants nés en France de parents étrangers.

Cependant, l'intégration pour les étrangers est difficile. En 1893, des émeutes anti-italiennes éclatent à Aigues-Mortes.

## **2°- Une immigration de masse (1918 - 1974)**

**Très tôt, l'État intervient dans le recrutement et la sélection des immigrants en signant avec plusieurs pays de départ des conventions** qui assurent aux immigrés des contrats de travail. C'est le cas avec **la Pologne et l'Italie en 1919**.

**Les flux migratoires sont également organisés par le secteur privé**. La **Société générale d'immigration** est fondée en 1924. Elle s'occupe de toutes les démarches nécessaires pour le compte des entreprises industrielles ou minières.

**La loi de 1889**, en instituant le **droit du sol**, **ouvre la nationalité française aux étrangers**. La nationalité française est acquise par mariage après un an de vie commune. L'enfant né en France de parents étrangers est français, sauf refus de la nationalité dans l'année précédant sa majorité. La nationalité française peut être acquise par naturalisation – mais ce n'est pas automatique – si le demandeur réside en France depuis au moins dix ans.

**Durant l'entre-deux-guerres, la France devient ainsi l'un des premiers pays d'immigration.**

**Facilitées par la loi de 1927, les naturalisations se multiplient**. L'acquisition de la nationalité française est **automatique si la mère est française ou si le père, étranger, est né en France**.

**Cette politique d'immigration massive s'interrompt au début des années 1930** en raison de la **dépression économique**. L'État républicain prend **une série de mesures discriminatoires** [= *qui traite un groupe de personnes*

*différemment des autres*] **à l'égard des immigrés** et **contraint plusieurs centaines de milliers d'entre eux à quitter la France**. En **1932**, à l'unanimité, le Parlement vote **une loi « protégeant la main-d'œuvre nationale »**. Pendant les années 1930, **140 000 Polonais (des mineurs et leurs familles) sont renvoyés chez eux** dont 35 000 pour la seule année 1935.

**En 1938, les décrets-lois** [= *acte du pouvoir exécutif dans un domaine qui relève normalement du pouvoir législatif, mais dont la compétence a été déléguée par le Parlement au gouvernement*] **du gouvernement Daladier facilitent les expulsions et ouvrent des camps d'internement pour les étrangers « indésirables »** que l'on ne peut renvoyer dans leur pays.

**A la déclaration de guerre, en 1939, des étrangers antinazis et antifascistes sont internés** parce qu'ils sont allemands ou italiens (les « ressortissants ennemis »).

**Le régime de Vichy aggrave cette politique hostile aux étrangers. Les étrangers sont internés** et **la nationalité française est retirée à ceux qui ont été naturalisés depuis 1927** (15 000 personnes). Antisémitisme, **le régime de Vichy participe à la Solution finale en livrant aux Allemands les Juifs étrangers internés en zone Sud**.

**Le sentiment dominant de la population à l'égard des immigrés est l'indifférence, mais régulièrement**, dès le XIX<sup>e</sup> siècle, l'affirmation de **la xénophobie** [= *hostilité envers les étrangers*] se traduit par des émeutes. A Aigues-Mortes, en Camargue (Gard), en 1893, des Français affrontent des immigrés italiens auxquels ils reprochent d'accepter de trop bas salaires. On compte au moins huit morts, tous Italiens. Aucun Français n'est condamné.

**Des manifestations racistes** ont lieu également. Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le thème de l'invasion et de la concurrence professionnelle revient régulièrement dans les discours politiques. **Dans les années 1930, les métiers qualifiés** – la médecine par exemple – **sont particulièrement soucieux d'éviter la concurrence des réfugiés**.



**A certains moments, cette xénophobie se double d'antisémitisme**, par exemple contre les Juifs d'Europe de l'Est qui ont fui les pogroms. **Des journaux** (*L'Action française*) ou des hommes politiques rendent l'immigration responsable de **l'affaiblissement du pays**.

Après la Seconde Guerre mondiale, **les besoins liés à la reconstruction, puis à la forte croissance économique** des Trente Glorieuses entraînent un **recours massif à la main-d'œuvre étrangère** dont la provenance se diversifie. **L'Office national de l'immigration a été créé en 1945 pour recruter la main-d'œuvre (OFII depuis 2009)**. Théoriquement, l'Etat a le monopole de l'introduction de ces travailleurs dans le pays, mais en réalité il laisse faire les entreprises privées. **La plupart des immigrés ne passent pas par l'ONI** ; ils sont **régularisés après leur installation s'ils ont un contrat de travail**.

**Les nouveaux arrivants viennent souvent d'Europe**, surtout de la péninsule Ibérique. Les immigrés d'origine européenne restent majoritaires (61% en 1975). Mais **à partir des années 1960, une part croissante d'immigrés est originaire du Maghreb puis d'Afrique noire**.

Ces nouveaux immigrés **occupent les emplois les plus difficiles**, délaissés par les Français. Employés dans le **BTP** ou **l'agriculture**, ils ont de **petits revenus**.

**Les immigrés vivent dans des conditions difficiles alors que la société française est en pleine croissance économique**. La pénurie de logements et la conviction que leur installation est provisoire favorisent le développement **d'habitats précaires**. Ils vivent souvent dans des **foyers de travailleurs** – la plupart d'entre eux sont des hommes célibataires ou dont la famille est restée dans le pays d'origine – ou sont regroupés **dans des bidonvilles à la périphérie des grandes villes**. **Cette situation est peu à peu dénoncée** : une politique sociale se met en place et **la construction de grands ensembles permet de loger une partie d'entre eux**.

**Une figure négative de l'immigré se dessine à mesure qu'une ségrégation sociale s'installe**. **L'arrivée massive de Maghrébins** (Algériens, puis, après 1968, Marocains et Tunisiens - près de 39% des immigrés sont

maghrébins en 1975) dans le contexte de la décolonisation, **réveille la xénophobie**.

Les Maghrébins sont souvent **considérés comme incapables de s'intégrer** à cause de leur **religion** et de leur **mode de vie**.

### *Bilan minimum :*

L'immigration s'accélère avec la Grande Guerre. L'État a besoin de travailleurs pour remplacer les ouvriers partis au front. La France fait venir des travailleurs des colonies, de Chine et passe parfois des contrats avec des États voisins. Les immigrés ont alors droit au même traitement que les Français.

Après 1918, d'autres travailleurs (Italiens et surtout Polonais) viennent participer à la reconstruction. Les naturalisations se multiplient (loi de 1927).

Entre 1930 et 1945 l'immigration se réduit. Ce reflux s'explique d'abord par la crise économique et les mouvements xénophobes qui se développent. De nombreux immigrés sont alors expulsés de France.

Enfin, après la défaite de 1940, le régime de Vichy mène une politique hostile aux étrangers. Cependant de nombreux immigrés participent à la Résistance.

Après la guerre, la croissance reprend fortement (les Trente Glorieuses). La France accueille massivement des immigrés d'Europe du sud, du Maghreb et d'Afrique sub-saharienne. Ils occupent souvent des emplois pénibles et ont de difficiles conditions de vie (bidonvilles...).

## **B- Depuis le milieu des années 1970, l'immigration interroge la société française qui accueille de nouveaux immigrants**

**A partir de 1974, avec la montée du chômage, la France suspend officiellement l'immigration**. L'État **encourage le retour dans le pays d'origine**.

La politique du **regroupement familial** [= *possibilité pour les immigrants légaux de faire venir leur épouse et leurs enfants auprès d'eux, dans le pays où ils résident*. Ce droit, reconnu en France en 1976 vise à stabiliser les familles et à renforcer l'intégration. Il est soumis à des conditions de revenus et de logement] puis **la régularisation de travailleurs sans-papiers** (1982, 1986) **expliquent l'augmentation du nombre d'immigrés et la féminisation de cette population**.

Aujourd'hui, **un citoyen de l'Union européenne est libre de s'installer en**

## France.

**Un citoyen d'un autre pays** n'est autorisé à s'y installer que s'il bénéficie du **regroupement familial**, s'il obtient le **statut de réfugié** [= *personne qui a fuit son pays par crainte d'être persécutée du fait de son origine, de sa religion ou de ses opinions politiques*].

En raison de ces restrictions, **le nombre d'étrangers augmente peu aujourd'hui**. Il est de 3,4 millions en 1975, 3,7 millions en 1982, 3,5 millions actuellement (diminution due aux naturalisations). Mais, il est **difficile de dénombrer les immigrés clandestins venant surtout d'Afrique et d'Asie**. Ils seraient entre 200 000 et 400 000. Pour eux, **la France n'est souvent qu'une étape vers un autre pays** (le Royaume-Uni par exemple). En effet, l'immigration doit désormais être analysée à l'échelle de l'Union européenne. **La circulation des personnes est libre à l'intérieur de l'espace Schengen dont les frontières extérieures sont contrôlées**. Cet espace comprend actuellement **26 membres** (22 États de l'UE + l'Islande, la Norvège, la Suisse, le Liechtenstein).

**Le déclin démographique de la France relance le débat sur la nécessité d'une immigration de travail**. Cette question provoque **des réticences dans la société française** dont témoigne le succès des mouvements d'extrême droite comme le Front national. **Pour un certain nombre de Français, la présence d'immigrés est la cause majeure de la délinquance**.

**On s'interroge sur les limites de l'intégration** : **les étrangers peuvent-ils participer à la vie collective de la nation** – en obtenant le droit de vote par exemple - ?

Les dérives du **communautarisme** [= *volonté de défendre une identité culturelle propre caractéristique d'un groupe minoritaire*] contraire aux valeurs républicaines (la République reconnaît des citoyens, pas des individus ou des communautés) **sont dénoncées**.

**Les nouvelles manifestations de xénophobie** rappellent le rejet des années 1930. Elles **favorisent la marginalisation croissance de la population issue du Maghreb et d'Afrique noire**. **Les jeunes en sont particulièrement victimes** : les

**discriminations à l'embauche** les rejettent aux limites d'une société dans laquelle ils sont censés s'intégrer. Ces difficultés d'insertion professionnelle **expliquent en partie les explosions de violence qui secouent les banlieues** comme c'est le cas régulièrement.

### *Bilan minimum :*

A partir de la crise des années 1970, la France change totalement de politique.

Devant la montée du chômage, l'État met fin à l'immigration de travail et encourage sans succès les immigrés à rentrer au pays. En revanche, il autorise en 1976, le regroupement familial. On passe d'une immigration professionnelle à une immigration familiale. Mais l'immigration de travail (légale ou illégale) ne cesse pas. Les gouvernements luttent contre les arrivées clandestines et font prévaloir l'immigration choisie.

Ils lancent des politiques d'intégration des étrangers pour faciliter leur accès à l'éducation et à la formation, à l'emploi, au logement... Mais ces politiques ont des résultats inégaux.

L'immigration est devenue depuis les années un enjeu politique. L'extrême-droite s'enracine dans le paysage politique en stigmatisant les immigrés. Des émeutes éclatent dans des banlieues défavorisées et à forte population immigrée.

## **Conclusion**

**Les bouleversements économiques que connaît la France** depuis le milieu du XIXe siècle **entraînent de profondes mutations sociales**.

**La société rurale traditionnelle disparaît** très lentement et les campagnes sont durement touchées par **l'exode rural**. Les paysans viennent grossir les rangs des ouvriers.

**Jusqu'à la dépression des années 1930 puis pendant les Trente Glorieuses, la croissance économique s'accompagne d'un essor de la population ouvrière** qui répond aux besoins de l'industrialisation. Parallèlement, **le salariat se développe et se féminise**.

**Le niveau et la qualité de vie des Français s'élèvent sensiblement**. Sous

l'impulsion d'une **classe moyenne de plus en plus importante**, la France devient une **société de consommation de masse**.

**La désindustrialisation à partir du milieu des années 1970** entraîne un **chômage de masse**. **Les services sont alors le principal secteur créateur d'emploi**.

**L'immigration de travail, commence en France dès la fin du XIXe siècle**. Les immigrants sont alors **principalement originaires d'Europe du Sud**. Pendant la dépression des **années 1930** notamment, **la présence des immigrés entraîne parfois des réactions de xénophobie**.

**Pendant les Trente Glorieuses, les flux d'immigrants sont importants et se diversifient**.

**Fréquemment, ces populations s'installent définitivement en France et acquièrent leur naturalisation**. Par la suite, **leurs enfants naissent français**.

**Mais à partir de 1974, dans un contexte économique difficile** (récession), **leur présence suscite des réactions de rejet**, et la question de leur intégration est posée. **La société française est désormais mise au défi de gérer les nouvelles réalités sociales et culturelles nées de l'immigration**.

### *Bilan minimum :*

La France durant un siècle et demie est passée d'une société agricole à une société post-industrielle où les salariés souvent très qualifiés fournissent des services.

Elle s'est ouverte à la mondialisation.

La société française est devenue multiculturelle et s'est métissée.

Cependant, les évolutions économiques si elles ont permis au pays de maintenir sa prospérité et son rayonnement international ont aussi généré une importante pauvreté et d'inquiétantes inégalités socio-spatiales.